

SENATO DELLA REPUBBLICA

VIII LEGISLATURA

(N. 1728)

DISEGNO DI LEGGE

*approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 19 gennaio 1982
(V. Stampato n. 2650)*

presentato dal Ministro degli Affari Esteri

(COLOMBO)

di concerto col Ministro di Grazia e Giustizia « ad interim »

(DARIDA)

e col Ministro della Pubblica Istruzione

(BODRATO)

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 22 gennaio 1982*

**Ratifica ed esecuzione della convenzione sul riconoscimento
degli studi e dei diplomi relativi all'insegnamento supe-
riore negli Stati della regione Europa, adottata a Parigi
il 21 dicembre 1979**

DISEGNO DI LEGGE
—

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione sul riconoscimento degli studi e dei diplomi relativi all'insegnamento superiore negli Stati della regione Europa, adottata a Parigi il 21 dicembre 1979.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 18 della convenzione stessa.

CONVENTION

sur la reconnaissance des études et des diplômes relatifs à l'enseignement supérieur dans les Etats de la région Europe

PREAMBULE

Les Etats appartenant à la région Europe, Parties à la présente Convention,

RAPPELANT que, comme l'a constaté à diverses reprises la Conférence générale de l'Unesco dans ses résolutions relatives à la coopération européenne, « le développement de la coopération entre les nations dans les domaines de l'éducation, de la science, de la culture et de l'information conformément aux principes de l'Acte constitutif de l'Unesco, joue un rôle essentiel dans l'œuvre de paix et de compréhension internationale »,

CONSCIENTS des rapports étroits existant entre leurs cultures malgré la diversité des langues et les différences des régimes économiques et sociaux et désireux de renforcer leur coopération dans le domaine de l'éducation et de la formation dans l'intérêt du bien-être et de la prospérité permanente de leurs peuples,

RAPPELANT que les Etats réunis à Helsinki ont, dans l'Acte final de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe du 1^{er} août 1975, exprimé leur intention « d'améliorer dans des conditions mutuellement acceptables, l'accès aux établissements d'enseignement, ainsi qu'aux institutions culturelles et scientifiques, des étudiants, des enseignants et des hommes de science des Etats participants,... notamment..., en parvenant à la reconnaissance mutuelle des grades et diplômes universitaires soit, si nécessaire, par voie d'accords entre gouvernements, soit par voie d'arrangements directs entre les universités et autres institutions d'enseignement supérieur et de recherche » et « en favorisant une évaluation plus exacte des problèmes relatifs à la comparaison et à l'équivalence des grades et des diplômes universitaires »,

RAPPELANT que la plupart des Etats contractants ont déjà, en vue de promouvoir la réalisation de ces objectifs, conclu entre eux des accords bilatéraux ou sous-régionaux portant notamment sur l'équivalence ou la reconnaissance des diplômes; mais désireux, tout en poursuivant et en intensifiant leurs efforts sur les plans bilatéral

et sous-régional, d'étendre leur coopération dans ce domaine à l'ensemble de la région Europe,

CONVAINCUS que la grande diversité des systèmes d'enseignement supérieur existant dans la région Europe constitue une richesse culturelle exceptionnelle qu'il convient de sauvegarder, et désireux de permettre à l'ensemble de leurs populations de bénéficier pleinement de cette richesse culturelle en facilitant aux habitants de chaque Etat contractant l'accès aux ressources d'éducation des autres Etats contractants et notamment en les autorisant à poursuivre leur formation dans les établissements d'enseignement supérieur de ces autres Etats,

CONSIDÉRANT qu'il convient de recourir, pour autoriser l'admission aux étapes d'études ultérieures, à la conception de la reconnaissance des études qui, dans une perspective de mobilité tant sociale qu'internationale, permet d'évaluer le niveau de formation atteint en tenant compte des connaissances attestées par les diplômes obtenus, ainsi que de toute autre compétence individuelle appropriée dans la mesure où celle-ci peut être jugée valable par les autorités compétentes,

CONSIDÉRANT que la reconnaissance par l'ensemble des Etats contractants des études faites et des diplômes obtenus dans l'un quelconque d'entre eux a pour but d'intensifier la mobilité internationale des personnes et les échanges d'idées, de connaissances et d'expériences scientifiques et technologiques, et qu'il est souhaitable d'accueillir les étudiants étrangers dans les établissements d'enseignement supérieur, étant entendu que la reconnaissance de leurs études ou diplômes ne pourra leur conférer plus de droits qu'aux étudiants nationaux,

CONSTATANT que cette reconnaissance constitue l'une des conditions nécessaires en vue:

1. de permettre la meilleure utilisation possible des moyens de formation et d'éducation existant sur leurs territoires,
2. d'assurer une plus grande mobilité des enseignants, des étudiants, des chercheurs et des professionnels,
3. de pallier les difficultés que rencontrent lors de leur retour dans leurs pays d'origine les personnes ayant reçu une formation ou une éducation à l'étranger,

DÉSIREUX d'assurer la plus large reconnaissance possible des études et des diplômes en tenant compte des principes qui concernent la promotion de l'éducation permanente, la démocratisation de l'enseignement, l'adoption et l'application d'une politique de l'éducation adaptée aux transformations structurales, économiques et techniques, aux changements sociaux et aux contextes culturels de chaque pays,

RÉSOLUS à consacrer et à organiser leur collaboration future dans ces domaines par la voie d'une convention qui constituera le

point de départ d'une action dynamique concertée, menée notamment par le moyen de mécanismes nationaux, bilatéraux, sous-régionaux et multilatéraux existant déjà ou dont la création apparaîtrait nécessaire,

RAPPELANT que l'objectif final que la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture s'est fixé, consiste dans « l'élaboration d'une convention internationale sur la reconnaissance et la validité des titres, grades et diplômes délivrés par les établissements d'enseignement supérieur et de recherche dans tous les pays »,

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

I. DEFINITIONS

ARTICLE PREMIER.

1. Aux fins de la présente Convention, on entend par « reconnaissance » d'un diplôme, titre ou grade de l'enseignement supérieur obtenu à l'étranger, son acceptation par les autorités compétentes d'un Etat contractant, comme attestation valable, et l'octroi à son titulaire de droits dont bénéficient les personnes justifiant d'un diplôme, titre ou grade national par rapport auquel le diplôme, titre ou grade étranger est apprécié.

A cet égard, la reconnaissance a la signification suivante:

(a) La reconnaissance d'un diplôme, titre ou grade en vue d'entreprendre ou de poursuivre des études de niveau supérieur permettra que la candidature du titulaire intéressé soit prise en considération en vue de son admission dans les institutions d'enseignement supérieur et de recherche de tout Etat contractant comme s'il était titulaire du diplôme, titre ou grade comparable obtenu dans l'Etat contractant intéressé. Cette reconnaissance n'a pas pour effet de dispenser le titulaire du diplôme, titre ou grade étranger de satisfaire aux conditions (autres que celles relatives à la détention d'un diplôme) qui pourraient être exigées pour l'admission dans l'établissement d'enseignement supérieur ou de recherche concerné de l'Etat d'accueil.

(b) La reconnaissance d'un diplôme, titre ou grade étranger pour l'exercice d'une activité professionnelle constitue la reconnaissance de la préparation professionnelle exigée pour l'exercice de la profession dont il s'agit, sans préjudice, cependant, des règles juridiques et professionnelles et des procédures en vigueur dans les Etats contractants concernés. Cette reconnaissance n'a pas pour effet de dispenser le titulaire du diplôme, titre ou grade étranger de satisfaire aux autres conditions qui ont pu être prescrites par les autorités gouvernementales ou professionnelles compétentes pour l'exercice de l'activité professionnelle dont il s'agit.

(c) Cependant, la reconnaissance d'un diplôme, titre ou grade, ne devra pas conférer à son titulaire dans un autre Etat contractant des droits supérieurs à ceux dont il bénéficierait dans le pays où ce diplôme, titre ou grade lui a été conféré.

2. Aux fins de la présente Convention, on entend par « études partielles » les périodes d'études ou de formation qui, sans constituer un cycle complet, sont de nature à apporter un complément notable en matière d'acquisition de connaissances ou de compétences.

II. OBJECTIFS

ARTICLE 2.

1. Les Etats contractants entendent contribuer, par leur action commune, tant à promouvoir la coopération active de toutes les nations de la région Europe pour une œuvre de paix et de compréhension internationale, qu'à rendre plus efficace leur collaboration avec les autres Etats membres de l'Unesco en ce qui concerne une meilleure utilisation de leur potentiel éducatif, technologique et scientifique.

2. Les Etats contractants affirment solennellement leur ferme résolution de coopérer étroitement, dans le cadre de leurs législations et de leurs structures constitutionnelles, ainsi que dans le cadre des accords intergouvernementaux en vigueur, en vue de:

(a) permettre, dans l'intérêt de tous les Etats contractants, d'utiliser au mieux et dans toute la mesure compatible avec leurs politiques générales d'enseignement et leurs procédures administratives, leurs ressources disponibles en matière de formation et de recherche, et à cette fin:

(i) d'ouvrir aussi largement que possible l'accès de leurs établissements d'enseignement supérieur aux étudiants ou chercheurs en provenance de l'un quelconque des Etats contractants;

(ii) de reconnaître les études et diplômes de ces personnes;

(iii) d'examiner la possibilité d'élaborer et d'adopter une terminologie et des critères d'évaluation similaires qui faciliteraient l'application d'un système propre à assurer la comparabilité des unités de valeur, des matières d'études et des diplômes;

(iv) d'adopter, aux fins d'admission aux étapes d'études ultérieures, une conception dynamique qui tiendrait compte des connaissances attestées par les diplômes obtenus, ainsi que de toute autre compétence individuelle appropriée dans la mesure où celle-ci peut être jugée valable par les autorités compétentes;

(v) d'adopter, aux fins d'évaluation des études partielles, des critères souples, fondés sur le niveau de formation atteint et sur le contenu des programmes suivis, et tenant compte du caractère inter-

disciplinaire des connaissances au niveau de l'enseignement supérieur;

(vi) de perfectionner le système d'échanges d'information concernant la reconnaissance des études et des diplômes;

(b) réaliser dans les Etats contractants une amélioration continue des programmes d'études ainsi que des méthodes de planification et de promotion des enseignements supérieurs tenant compte des impératifs du développement économique, social et culturel, des politiques de chaque pays et également des objectifs qui figurent dans les recommandations formulées par les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture en ce qui concerne l'amélioration continue de la qualité de l'enseignement, la promotion de l'éducation permanente et la démocratisation de l'éducation ainsi que des buts d'épanouissement de la personnalité humaine et de compréhension, de tolérance et d'amitié entre nations et en général de tous les buts relatifs aux droits de l'homme assignés à l'éducation par la Déclaration universelle des droits de l'homme, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme adoptés par l'Organisation des Nations Unies, et la Convention de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement;

(c) promouvoir la coopération régionale et mondiale pour la solution des « problèmes de comparaison et d'équivalence entre grades et diplômes universitaires » ainsi que pour la reconnaissance des études et des qualifications académiques.

3. Les Etats contractants conviennent de prendre toutes les mesures possibles sur les plans national, bilatéral, multilatéral et notamment par le moyen d'accords bilatéraux, sous-régionaux, régionaux ou autres, ainsi que par la voie d'arrangements entre universités ou autres établissements d'enseignement supérieur et par voie d'arrangements avec les organisations et organismes nationaux ou internationaux compétents, afin que les autorités concernées puissent atteindre progressivement les objectifs définis au présent article.

III. ENGAGEMENTS D'APPLICATION IMMEDIATE

ARTICLE 3.

1. Les Etats contractants, outre les obligations incombant aux gouvernements, conviennent de prendre toutes mesures possibles pour encourager les autorités compétentes intéressées à reconnaître, conformément à la définition de la reconnaissance figurant à l'article 1, paragraphe 1, les diplômes de fin d'études secondaires et les autres titres donnant accès à l'enseignement supérieur délivrés dans les autres Etats contractants en vue de permettre aux détenteurs

de ces diplômes et titres d'entreprendre des études dans des institutions d'enseignement supérieur situées sur le territoire de ces Etats contractants.

2. Toutefois, et sans préjudice des dispositions de l'article 1, paragraphe 1 (a), l'admission dans un établissement d'enseignement supérieur pourra être subordonnée à l'existence de capacités d'accueil ainsi qu'aux conditions concernant les connaissances linguistiques requises pour entreprendre avec profit les études considérées.

ARTICLE 4.

1. Les Etats contractants, outre les obligations incombant aux gouvernements, conviennent de prendre toutes mesures possibles pour encourager les autorités compétentes intéressées à :

(a) reconnaître, conformément à la définition de la reconnaissance figurant à l'article 1, paragraphe 1, les certificats, diplômes et titres en vue de permettre aux titulaires de ces titres de poursuivre des études, de recevoir une formation ou d'entreprendre des recherches dans leurs établissements d'enseignement supérieur;

(b) définir, autant que possible, les modalités suivant lesquelles pourraient être reconnues, aux fins de la poursuite des études, les études partielles effectuées dans les établissements d'enseignement supérieur situés dans les autres Etats contractants.

2. Les dispositions du paragraphe 2 de l'article 3 ci-dessus sont applicables aux cas prévus par le présent article.

ARTICLE 5.

Les Etats contractants, outre les obligations incombant aux gouvernements, conviennent de prendre toutes mesures possibles pour encourager les autorités compétentes intéressées à rendre effective la reconnaissance, en vue de l'exercice d'une profession, au sens de l'article 1, paragraphe 1 (b) ci-dessus, des diplômes, titres ou grades d'enseignement supérieur conférés par les autorités compétentes des autres Etats contractants.

ARTICLE 6.

Dans le cas où l'admission dans des établissements d'enseignement situés sur le territoire d'un Etat contractant ne relève pas de l'autorité de cet Etat, il transmettra le texte de la Convention aux établissements intéressés et fera tout son possible pour obtenir que ces derniers acceptent les principes énoncés aux sections II et III de la Convention.

ARTICLE 7.

1. Considérant que la reconnaissance porte sur les études dispensées et les diplômes, titres ou grades décernés dans les établis-

sements agréés par les autorités compétentes du pays où le diplôme, titre ou grade a été décerné, le bénéfice des articles 3, 4 et 5 ci-dessus peut être acquis à toute personne qui a suivi ces études ou obtenu ces diplômes, titres ou grades, quels que soient la nationalité ou le statut politique ou juridique de l'intéressé.

2. Tout ressortissant d'un Etat contractant qui a obtenu sur le territoire d'un Etat non contractant un ou plusieurs diplômes, titres ou grades similaires à ceux qui sont définis aux articles 3, 4 et 5 ci-dessus peut se prévaloir de celles de ces dispositions qui sont applicables, à condition que ses diplômes, titres ou grades aient été reconnus dans son pays d'origine, et dans le pays dans lequel le ressortissant souhaite continuer ses études.

IV. MECANISMES DE MISE EN ŒUVRE

ARTICLE 8.

Les Etats contractants s'engagent à agir en vue de la réalisation des objectifs définis à l'article 2 et s'emploieront de leur mieux à assurer l'exécution des engagements prévus aux articles 3, 4, 5 et 6 qui précèdent, au moyen:

- a) d'organismes nationaux;
- b) du Comité régional défini à l'article 10 ci-après;
- c) d'organismes bilatéraux ou sous-régionaux.

ARTICLE 9.

1. Les Etats contractants reconnaissent que la réalisation des objectifs et l'exécution des engagements définis à la présente Convention exigent, sur le plan national, une coopération et une coordination étroites des efforts d'autorités nationales très diverses, gouvernementales ou non gouvernementales, notamment les universités, les organismes de validation et autres institutions éducatives. Ils s'engagent en conséquence à confier l'étude des questions relatives à l'application de la présente Convention à des organismes nationaux appropriés auxquels tous les secteurs intéressés seront associés et qui seront habilités à proposer les solutions adéquates. Les Etats contractants s'engagent en outre à prendre toutes mesures en leur pouvoir pour accélérer de façon efficace le fonctionnement de ces organismes nationaux.

2. Les Etats contractants coopèrent avec les autorités compétentes d'un autre Etat contractant, notamment en leur permettant de réunir toutes informations utiles à leurs activités concernant les études, titres et grades d'enseignement supérieur.

3. Tout organisme national devra disposer des moyens nécessaires pour lui permettre soit de recueillir, d'analyser et de classer

lui-même toutes informations utiles à ses activités concernant les études et diplômes de l'enseignement supérieur, soit d'obtenir dans les plus brefs délais, d'un centre national de documentation distinct, les renseignements dont il pourrait avoir besoin dans ce domaine.

ARTICLE 10.

1. Il est institué un Comité régional composé des représentants des gouvernements des pays contractants. Son secrétariat est confié au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

2. Les Etats non contractants de la région Europe invités à participer à la Conférence diplomatique chargée d'adopter la présente Convention pourront prendre part aux réunions du Comité régional.

3. Le Comité régional a pour mission de suivre l'application de la présente Convention. Il reçoit et examine les rapports périodiques que les Etats lui communiquent sur les progrès réalisés et les obstacles rencontrés par eux dans l'application de la Convention, ainsi que les études établies par son secrétariat sur ladite Convention. Les Etats contractants s'engagent à soumettre un rapport au Comité au moins une fois tous les deux ans.

4. Le Comité régional adresse, le cas échéant, aux Etats Parties à la Convention des recommandations de caractère général ou individuel pour l'application de ladite Convention.

ARTICLE 11.

1. Le Comité régional élit pour chacune de ses sessions son Président et adopte son Règlement intérieur. Il se réunit en session ordinaire au moins une fois tous les deux ans. Le Comité se réunira pour la première fois trois mois après le dépôt du sixième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Le secrétariat du Comité régional prépare l'ordre du jour des réunions du Comité, conformément aux directives qu'il en reçoit et aux dispositions du Règlement intérieur. Il aide les organes nationaux à obtenir les renseignements dont ils ont besoin dans le cadre de leurs activités.

V. DOCUMENTATION

ARTICLE 12.

1. Les Etats contractants procéderont entre eux à des échanges d'information et de documentation relatives aux études et diplômes de l'enseignement supérieur.

2. Ils s'efforceront de promouvoir le développement des méthodes et mécanismes permettant de collecter, d'analyser, de classer et de diffuser les informations utiles, relatives à la reconnaissance des études, diplômes et grades de l'enseignement supérieur, en tenant compte des méthodes et mécanismes utilisés et des informations réunies par les organismes nationaux, sous-régionaux, régionaux et internationaux, et notamment par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

VI. COOPERATION AVEC LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ARTICLE 13.

Le Comité régional prend toutes dispositions utiles pour associer à ses efforts, visant à assurer la meilleure application possible de la présente Convention, les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales compétentes. Ceci s'applique particulièrement aux institutions et organismes intergouvernementaux investis de responsabilités dans l'application des conventions ou accords sous-régionaux portant sur la reconnaissance des diplômes dans des Etats appartenant à la région Europe.

VII. ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR SOUMIS A L'AUTORITE D'UN ETAT CONTRACTANT MAIS SITUES EN DEHORS DE SON TERRITOIRE

ARTICLE 14.

Les dispositions de la présente Convention s'appliqueront aux études poursuivies, aux diplômes ou grades obtenus dans tout établissement d'enseignement supérieur soumis à l'autorité d'un Etat contractant alors même que cet établissement serait situé en dehors de son territoire, pourvu que les autorités compétentes de l'Etat contractant dans lequel cet établissement est situé n'aient pas d'objection.

VIII. RATIFICATION, ADHESION, ENTREE EN VIGUEUR

ARTICLE 15.

La présente Convention est ouverte à la signature et à la ratification des Etats appartenant à la région Europe invités à participer à la Conférence diplomatique chargée d'adopter la présente Convention, ainsi que du Saint-Siège.

ARTICLE 16.

1. D'autres Etats, membres de l'Organisation des Nations Unies, de l'une des institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique ou Parties au statut de la Cour internationale de justice, pourront être autorisés à adhérer à cette Convention.

2. Toute demande dans ce sens devra être communiquée au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture qui la transmettra aux Etats contractants trois mois au moins avant la réunion du Comité ad hoc prévu au paragraphe 3 du présent article.

3. Les Etats contractants se réuniront en Comité ad hoc composé d'un représentant par Etat contractant muni à cet effet d'un mandat exprès de son gouvernement pour se prononcer sur cette demande. La décision à prendre en pareil cas devra réunir la majorité des deux tiers des Etats contractants.

4. Cette procédure ne pourra être appliquée que lorsque la Convention aura été ratifiée par au moins vingt des Etats visés à l'article 15.

ARTICLE 17.

La ratification de la présente Convention ou l'adhésion à celle-ci s'effectue par le dépôt d'un instrument de ratification ou d'adhésion auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

ARTICLE 18.

La présente Convention entrera en vigueur un mois après le dépôt du cinquième instrument de ratification mais uniquement à l'égard des Etats qui auront déposé leurs instruments de ratification. Elle entrera en vigueur, pour chaque autre Etat, un mois après le dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

ARTICLE 19.

1. Les Etats contractants ont la faculté de dénoncer la présente Convention.

2. La dénonciation est notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

3. La dénonciation prend effet douze mois après la réception de l'instrument de dénonciation. Toutefois, les personnes ayant bénéficié du dispositif de la présente Convention, qui seraient en cours d'études sur le territoire d'un Etat contractant qui dénonce la Convention, pourront achever le cycle d'études commencé.

ARTICLE 20.

Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture informera les Etats contractants et les autres Etats mentionnés aux articles 15 et 16 ci-dessus, ainsi que l'Organisation des Nations Unies, du dépôt de tous les instruments de ratification ou d'adhésion visés à l'article 17 ainsi que des dénonciations prévues à l'article 19 de la présente Convention.

ARTICLE 21.

Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente Convention sera enregistrée au Secrétariat des Nations Unies à la requête du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à Paris, ce 21 décembre 1979 en anglais, espagnol, français et russe, les quatre textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et dont une copie certifiée conforme sera remise à tous les Etats visés aux articles 15 et 16 ainsi qu'à l'Organisation des Nations Unies.

Pour la République populaire socialiste d'Albanie:

Pour la République fédérale d'Allemagne:

KURT MÜLLER — 21-12-1979

Pour la République d'Autriche:

Pour le Royaume de Belgique:

P. DENIS — 21-12-1979

Pour la République socialiste soviétique de Biélorussie:

DMITRIERA TAMARA TIMOFEEVRA — 21-12-1979

Pour la République populaire de Bulgarie:

PETAR BAKARDJIEV — 21-12-1979

Pour le Canada:

Pour la République de Chypre:

Pour le Danemark:

ANNELISE HANCH — 21-12-1979

Pour l'Espagne:

ANTONIO POCH — 21-12-1979

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

BARBARA W. NEWELL — 21-12-1979

Pour la République de Finlande:

EERO KEKOMÄKI — 21-12-1979

Pour la République française:

FRANÇOIS VALÉRY — 21-12-1979

Pour la République hellénique:

C. SIMANTIRAS — 21-12-1979

Pour la République populaire hongroise:

KNOPP ANDRÁS — 21-12-1979

Pour l'Irlande:

Pour l'Islande:

Pour Israël:

DAVID RAHMAN — 21-12-1979

Pour la République italienne:

LUDOVICO CARDUCCI ARTENISIO

Pour le Grand-Duché de Luxembourg:

P. REILES — 21-12-1979

Pour la République de Malte:

Pour le Principauté de Monaco:

Pour la Norvège:

OIVIND OLAV DAHL — 21-12-1979

Pour le Royaume des Pays-Bas:

Pour la République populaire de Pologne:

T. BIERNACKI — 21-12-1979

Pour le Portugal:

LUIS SONSA LOBO - 21-12-1979

Pour la République démocratique allemande:

GÜNTER HEIDORN - 21-12-1979

Pour la République socialiste de Roumanie:

VASILE CATUNEAU - 21-12-1979

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord:

L. J. MELHNISH - 21-12-1979

Pour le Saint-Siège:

EDUARDO MARTINEZ - 21-12-1979

Pour la Suède:

HANS COLLIANDER - 21-12-1979

Pour la Confédération suisse:

Pour la République socialiste tchécoslovaque:

Pour la République de Turquie:

TURAN YIGIT - 21-12-1979

Pour la République socialiste soviétique d'Ukraine:

M. BOIRTENKO - 21-12-1979

Pour l'Union des Républiques socialistes soviétiques:

N. SOFINSKY - 21-12-1979

Pour la République socialiste fédérative de Yougoslavie:

MILAN MILUTINOVIC - 21-12-1979

Pour la République de Saint-Marin:

FAUSTA MORGANTI - 21-12-1979

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella Convenzione fra cui il testo in lingua francese qui sopra riportato.

CONVENZIONE SUL RICONOSCIMENTO DEGLI STUDI E DEI DIPLOMI RELATIVI ALL'INSEGNAMENTO SUPERIORE NEGLI STATI DELLA REGIONE EUROPA**PREAMBOLO**

Gli Stati appartenenti alla Regione Europa, parti della presente Convenzione

RICORDANDO che, come constatato più volte dalla Conferenza generale dell'Unesco nelle sue risoluzioni concernenti la cooperazione europea, « lo sviluppo della cooperazione tra le Nazioni nei settori dell'educazione, della scienza, della cultura e dell'informazione, conformemente ai principi dell'Atto costitutivo dell'Unesco, ha un ruolo essenziale nel raggiungimento della pace e della comprensione internazionale »,

COSCIENTI degli stretti rapporti esistenti tra le proprie culture malgrado la diversità delle lingue e le differenze dei regimi economici e sociali, e desiderosi di rafforzare la loro cooperazione nei settori dell'educazione e della formazione nell'interesse del benessere e della prosperità permanente dei loro popoli

RICORDANDO che gli Stati riuniti ad Helsinki hanno, nell'Atto finale della Conferenza per la sicurezza e la cooperazione in Europa del 1° agosto 1975, espresso la propria intenzione di « migliorare, a condizioni reciprocamente accettabili, l'accesso all'insegnamento ed alle istituzioni culturali e scientifiche di studenti, insegnanti e scienziati degli Stati partecipanti..... in particolare..... giungendo al reciproco riconoscimento dei gradi e diplomi universitari sia, qualora necessario, per mezzo di accordi tra governi, sia tramite intese dirette tra le Università e gli altri istituti di insegnamento superiore e ricerca » e « favorendo una più esatta valutazione dei problemi relativi al raffronto e all'equivalenza dei gradi e diplomi universitari »,

RICORDANDO che la maggior parte degli Stati contraenti hanno già concluso tra essi, allo scopo di promuovere tali obiettivi, de-

gli accordi bitalerati o sub-regionali relativi specificamente alla equivalenza o al riconoscimento dei diplomi; desiderosi tuttavia, pur proseguendo ed intensificando i propri sforzi sul piano bilaterale e sub-regionale, di estendere la propria cooperazione in tale settore all'insieme della regione Europa,

CONVINTI che la grande diversità esistente in tale regione nei sistemi d'insegnamento superiore costituisca un'eccezionale patrimonio culturale che è opportuno salvaguardare, e desiderosi di permettere all'insieme delle proprie popolazioni di beneficiare pienamente di tale patrimonio facilitando ai cittadini di ogni Stato contraente l'accesso alle risorse dell'educazione degli altri Stati contraenti ed in particolare autorizzandoli a proseguire la loro formazione negli istituti scolastici di tali altri Stati,

CONSIDERANDO che è opportuno far ricorso, per autorizzare la ammissione ad ulteriori livelli di studio, al concetto del riconoscimento degli studi che, in una prospettiva di mobilità sia sociale che internazionale permetta di valutare il livello di formazione raggiunto tenendo conto delle conoscenze attestare dai diplomi ottenuti così come di ogni altra appropriata competenza individuale nella misura in cui essa potrà essere giudicata valida dalle competenti autorità,

CONSIDERANDO che il riconoscimento effettuato dall'insieme degli Stati contraenti degli studi compiuti e dei diplomi ottenuti in uno di tali Stati ha lo scopo di accrescere la mobilità internazionale delle persone e lo scambio delle idee, delle conoscenze e delle esperienze scientifiche e tecnologiche, e che è auspicabile che gli studenti stranieri vengano accolti negli istituti di insegnamento superiore, restando inteso che il riconoscimento dei loro studi o diplomi non potrà loro conferire diritti più ampi di quelli degli studenti nazionali,

CONSTATANDO che tale riconoscimento costituisce una delle condizioni necessarie in vista

1. di permettere la migliore utilizzazione possibile dei mezzi di formazione e di educazione esistenti nei propri territori,
2. di assicurare una più ampia mobilità di insegnanti, studenti, ricercatori e professionisti,
3. di rendere meno gravose le difficoltà incontrate da chi ha ricevuto una formazione o un'educazione all'estero al momento del suo rientro nel Paese d'origine,

DESIDEROSI di assicurare il più largo riconoscimento possibile agli studi ed ai diplomi tenendo conto dei principi concernenti la promozione di un'educazione permanente, la democratizzazione dell'insegnamento, l'adozione e l'applicazione di una politica dell'educazione adattata alle trasformazioni strutturali, economiche e tecniche, alle trasformazioni sociali ed al contesto culturale di ogni Paese,

RISOLUTI a sanzionare ed organizzare la loro futura collaborazione in tali settori per mezzo di una convenzione che costituirà il punto di partenza di un'azione dinamica e concertata, condotta in particolare per mezzo dei meccanismi nazionali, bilaterali, sub-regionali e multilaterali già esistenti o la cui creazione dovesse apparire necessaria,

RICORDANDO che l'obiettivo finale fissato dalla Conferenza generale dell'Unesco consiste nella «elaborazione di una convenzione internazionale sul riconoscimento e la validità dei titoli, gradi e diplomi forniti dagli istituti di insegnamento superiore e di ricerca in tutti i Paesi»,

HANNO CONVENUTO QUANTO SEGUE:

I. DEFINIZIONI

ARTICOLO 1.

1. Ai fini della presente Convenzione si intende per «riconoscimento» di un diploma, titolo o grado dell'insegnamento superiore ottenuto all'estero, la sua accettazione, da parte delle competenti autorità di uno Stato contraente, quale attestato valido e la concessione al suo titolare dei diritti di cui beneficiano le persone in possesso di diploma, titolo o grado nazionale al quale è comparabile il diploma, titolo o grado straniero.

In proposito, il riconoscimento ha il seguente significato:

a) Il riconoscimento di un diploma, titolo o grado allo scopo di intraprendere o proseguire studi di livello superiore, permetterà che la candidatura del titolare interessato venga presa in considerazione ai fini della sua ammissione negli istituti di insegnamento superiore e di ricerca di ogni Stato contraente, come se l'interessato stesso fosse titolare di diploma, titolo o grado paragonabile, ottenuto nello Stato contraente in questione. Tale riconoscimento non ha l'effetto di dispensare il titolare del diploma, titolo o grado straniero dal soddisfacimento delle altre condizioni che dovessero esser richieste per l'ammissione nell'istituto di insegnamento superiore o di ricerca dello Stato ricevente.

b) Il riconoscimento di un diploma, titolo o grado straniero per l'esercizio di un'attività professionale costituisce il riconoscimento dell'esistenza della preparazione professionale necessaria per l'esercizio della professione di cui si tratta, senza pregiudizio, tuttavia, per i regolamenti giuridici e professionali e per le procedure in vigore negli Stati contraenti interessati. Tale riconoscimento non ha l'effetto di dispensare il titolare del diploma, titolo o grado straniero dal soddisfacimento delle altre condizioni che potrebbero esser state poste dalle competenti autorità governative o professionali, ai fini dell'esercizio dell'attività professionale in questione.

c) Tuttavia, il riconoscimento di un diploma, titolo o grado non dovrà conferire al suo titolare diritti, in un altro Stato contraente, più ampi di quelli di cui egli stesso beneficia nel Paese in cui tale diploma, titolo o grado gli è stato conferito.

2. Ai fini della presente Convenzione si intende per « studi parziali » i periodi di studi o di formazione che, senza costituire un ciclo completo, siano di natura tale da apportare un significativo complemento in materia di acquisizione di conoscenze o di competenze.

II. OBIETTIVI

ARTICOLO 2.

1. Gli Stati contraenti intendono contribuire, con un'azione comune, sia alla promozione di una cooperazione attiva di tutte le nazioni della regione Europa per la pace e la comprensione internazionale, sia ad una maggiore efficacia della loro collaborazione con altri Stati membri dell'Unesco per quanto concerne una migliore utilizzazione del proprio potenziale educativo, tecnologico e scientifico.

2. Gli Stati contraenti proclamano in modo solenne la propria ferma volontà di cooperare strettamente, nel quadro delle rispettive legislazioni e strutture costituzionali, così come nel quadro degli accordi intergovernativi in vigore, al fine di

a) permettere, nell'interesse di tutti gli Stati contraenti, la utilizzazione migliore e la più ampia, compatibilmente con le proprie politiche generali dell'insegnamento e le rispettive procedure amministrative, delle risorse disponibili in materia di formazione e di ricerca, e, a tale scopo:

i) di permettere nella misura più ampia possibile l'accesso nei propri istituti di insegnamento superiore agli studenti o ai ricercatori provenienti da uno degli Stati contraenti;

ii) di riconoscere gli studi e i diplomi di tali persone;

iii) di esaminare la possibilità di elaborare ed adottare una terminologia e dei criteri di valutazione paragonabili allo scopo di facilitare l'applicazione di un sistema atto ad assicurare la comparabilità delle unità di valore, delle materie di studio e dei diplomi;

iv) di adottare, ai fini dell'ammissione alle ulteriori tappe di studi, una concezione dinamica che tenga conto delle conoscenze attestate dai diplomi ottenuti e di ogni altra competenza individuale appropriata nella misura in cui ciò possa esser considerato valido dalle autorità competenti;

v) di adottare, ai fini della valutazione degli studi parziali, dei criteri flessibili, basati sul livello di formazione acquisito e sul contenuto dei programmi seguiti e tenendo conto del carattere interdisciplinario delle conoscenze a livello di insegnamento superiore;

vi) di perfezionare il sistema di scambio di informazioni concernente il riconoscimento degli studi e dei diplomi;

b) realizzare negli Stati contraenti un miglioramento continuo dei programmi di studio e dei metodi di pianificazione e di promozione dell'insegnamento superiore tenendo conto degli imperativi dello sviluppo economico, sociale e culturale, delle politiche di ogni Paese e degli obiettivi che figurano nelle raccomandazioni formulate dagli organi competenti dell'Unesco per quanto concerne il miglioramento costante della qualità dell'insegnamento, la promozione dell'educazione permanente e la democratizzazione dell'educazione e tenendo altresì conto degli scopi dello sviluppo della personalità umana e della comprensione, tolleranza e amicizia tra le nazioni e, in generale, di tutti gli obiettivi relativi ai diritti dell'uomo assegnati al settore dell'educazione dalla Dichiarazione universale dei diritti dell'uomo, dagli Accordi internazionali relativi ai diritti dell'uomo adottati dall'Organizzazione delle Nazioni Unite e dalla Convenzione dell'Unesco concernente la lotta contro la discriminazione nel settore dell'insegnamento;

c) promuovere la cooperazione regionale e mondiale per la soluzione dei « problemi di comparabilità e di equivalenza tra gradi e diplomi universitari » e per il riconoscimento degli studi e delle qualifiche accademiche.

3. Gli Stati contraenti convengono di adottare tutte le possibili misure sul piano nazionale, bilaterale, multilaterale e in particolare per mezzo di accordi bilaterali, sub-regionali, regionali od altri, così come per mezzo di intese tra Università o altri istituti di insegnamento superiore e di intese tra le organizzazioni e gli organismi nazionali ed internazionali competenti, allo scopo di permettere alle autorità interessate di raggiungere progressivamente gli obiettivi definiti dal presente articolo.

III. IMPEGNI D'APPLICAZIONE IMMEDIATA

ARTICOLO 3.

1. Gli Stati contraenti convengono di adottare, oltre agli obblighi spettanti ai governi, ogni possibile misura per incoraggiare le competenti autorità a riconoscere, in conformità alla definizione del riconoscimento figurante all'articolo 1, paragrafo 1, i diplomi rilasciati al termine degli studi secondari e ogni altro titolo rilasciato negli altri Stati contraenti, che consenta l'accesso all'inse-

gnamento superiore, allo scopo di permettere ai detentori di tali titoli e diplomi d'intraprendere degli studi negli istituti d'insegnamento superiore situati nel territorio di tali Stati contraenti.

2. Tuttavia, e senza pregiudizio delle disposizioni dell'articolo 1, paragrafo 1 *a)*, l'ammissione in un istituto di insegnamento superiore potrà esser subordinata all'esistenza delle capacità logistiche di accoglimento e alle condizioni relative alle conoscenze linguistiche richieste per intraprendere con profitto gli studi in questione.

ARTICOLO 4.

1. Gli Stati contraenti convengono di adottare, oltre agli obblighi spettanti ai governi, ogni possibile misura per incoraggiare le autorità competenti a:

a) riconoscere, conformemente alla definizione di riconoscimento figurante all'articolo 1, paragrafo 1, i certificati, diplomi e titoli allo scopo di permettere ai possessori di tali titoli di proseguire gli studi, ricevere una formazione o intraprendere ricerche nei propri istituti d'insegnamento superiore;

b) definire nella misura più ampia possibile le modalità secondo cui potranno esser riconosciuti, ai fini del proseguimento degli studi, gli studi parziali compiuti negli istituti d'insegnamento superiore situati negli altri Stati contraenti.

2. Le disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 3 summenzionato sono applicabili ai corsi previsti dal presente articolo.

ARTICOLO 5.

Gli Stati contraenti convengono di adottare, oltre agli obblighi spettanti ai governi, ogni possibile misura per incoraggiare le autorità competenti, ai fini dell'esercizio di una professione, a rendere effettivo il riconoscimento, ai sensi dell'articolo 1 paragrafo 1 *b)* summenzionato, dei diplomi, titoli o gradi d'insegnamento superiore conferiti dalle autorità competenti degli altri Stati contraenti.

ARTICOLO 6.

Nel caso in cui l'ammissione negli istituti d'insegnamento situati nel territorio di uno Stato contraente non dipenda dall'autorità di tale Stato, quest'ultimo trasmetterà il testo della Convenzione agli istituti interessati e farà quanto in suo potere affinché tali istituti accettino i principi enunciati nelle sezioni II e III della Convenzione.

ARTICOLO 7.

1. In considerazione del fatto che il riconoscimento verte sugli studi effettuati e sui diplomi, titoli o gradi riconosciuti dagli istituti riconosciuti dalle autorità competenti del paese dove il diploma, titolo o grado è stato rilasciato, il beneficio di cui agli articoli 3, 4 e 5 summenzionati può esser acquisito da ogni persona che abbia seguito tali studi o ottenuto tali diplomi, titoli o gradi, quale ne sia la nazionalità o la condizione politica o giuridica.

2. Ogni cittadino di uno Stato contraente che abbia ottenuto nel territorio di uno Stato non contraente uno o più diplomi, titoli o gradi simili a quelli definiti dagli articoli 3, 4 e 5 summenzionati, può avvalersi delle disposizioni applicabili, a condizione che i suoi diplomi, titoli o gradi siano stati riconosciuti nel suo paese d'origine e nel paese in cui l'interessato desidera continuare i propri studi.

IV. MECCANISMI DI FUNZIONAMENTO

ARTICOLO 8.

Gli Stati contraenti si impegnano ad agire ai fini del raggiungimento degli obiettivi definiti dall'articolo 2 e faranno quanto è in loro potere per assicurare l'esecuzione degli impegni previsti agli articoli 3, 4, 5 e 6 summenzionati, per mezzo:

- a) di organismi nazionali;
- b) del Comitato regionale definito dal seguente articolo 10;
- c) di organismi bilaterali o sub-regionali.

ARTICOLO 9.

1. Gli Stati contraenti riconoscono che il raggiungimento degli obiettivi e l'esecuzione degli impegni definiti dalla presente Convenzione esigono, sul piano nazionale, una stretta coordinazione e cooperazione degli sforzi di autorità nazionali molto diverse, governative o non governative, in particolare università, organismi di riconoscimento e altre istituzioni educative. Gli Stati contraenti si impegnano di conseguenza ad affidare lo studio delle questioni relative all'applicazione della presente Convenzione ad appropriati organismi nazionali ai quali verranno associati tutti i settori interessati e che saranno abilitati a proporre soluzioni adeguate. Gli Stati contraenti si impegnano inoltre ad adottare tutte le misure in loro potere al fine di accelerare in modo efficace il funzionamento di tali organismi nazionali.

2. Gli Stati contraenti coopereranno con le autorità competenti di un altro Stato contraente permettendo loro, in particolare, di raccogliere tutte quelle informazioni utili alla loro attività relative agli studi, titoli e gradi d'insegnamento superiore.

3. Ogni organismo nazionale dovrà disporre dei mezzi necessari che gli permettano sia il raccogliere, analizzare e classificare tutte le informazioni utili alle proprie attività concernenti gli studi e i diplomi d'insegnamento superiore, sia d'ottenere, entro tempi brevi, da un centro nazionale di documentazione le informazioni di cui potrà aver bisogno in tale settore.

ARTICOLO 10.

1. È istituito un Comitato regionale composto dai rappresentanti dei governi dei paesi contraenti. Il suo Segretariato è affidato al Direttore generale dell'Unesco.

2. Gli Stati non contraenti della regione Europa invitati a partecipare alla conferenza diplomatica incaricata di adottare la presente Convenzione potranno prender parte alle riunioni del Comitato regionale.

3. Le funzioni del Comitato regionale sono di seguire l'applicazione della presente Convenzione. Esso riceve ed esamina i rapporti periodici inviatigli dagli Stati, concernenti i progressi realizzati e gli ostacoli da essi incontrati nell'applicazione della Convenzione, così come gli studi condotti dal suo Segretariato sulla Convenzione. Gli Stati contraenti si impegnano a sottomettere un rapporto al Comitato almeno una volta ogni due anni.

4. Il Comitato regionale indirizza agli Stati parti della Convenzione, qualora necessario, delle raccomandazioni di carattere generale o specifico relative all'applicazione della Convenzione stessa.

ARTICOLO 11.

1. Il Comitato regionale elegge, per ognuna delle proprie sessioni, un Presidente ed adotta il proprio regolamento interno.

Il Comitato si riunisce in sessione ordinaria almeno una volta ogni due anni. Il Comitato si riunirà per la prima volta tre mesi dopo il deposito del sesto strumento di ratifica o di adesione.

2. Il Segretariato del Comitato regionale prepara l'ordine del giorno delle riunioni del Comitato conformemente alle direttive che da esso riceve e alle disposizioni del regolamento interno. Esso inoltre è di ausilio degli organi nazionali nell'ottenimento delle informazioni di cui questi ultimi necessitano nel quadro delle loro attività.

V. DOCUMENTAZIONE

ARTICOLO 12.

1. Gli Stati contraenti procederanno tra di essi a scambi di informazioni e di documentazione relativi agli studi e diplomi dell'insegnamento superiore.

2. Gli Stati contraenti mireranno a promuovere lo sviluppo dei metodi e dei meccanismi che permettano di raccogliere, analizzare, classificare e diffondere le informazioni relative al riconoscimento di studi, diplomi e gradi dell'insegnamento superiore, tenendo conto dei metodi e dei meccanismi utilizzati e delle informazioni raccolte dagli organi nazionali, sub-regionali, regionali e internazionali ed in particolari dall'Unesco.

VI. COOPERAZIONE CON GLI ORGANISMI INTERNAZIONALI

ARTICOLO 13.

Il Comitato regionale adotta tutte le misure utili al fine di associare ai propri sforzi miranti ad assicurare la migliore applicazione possibile della presente Convenzione, le organizzazioni internazionali governative e non governative competenti. Quanto sopra riguarda in particolare le istituzioni e gli organismi internazionali investiti di responsabilità nell'applicazione delle convenzioni o degli accordi sub-regionali relativi al riconoscimento dei diplomi negli Stati appartenenti alla regione Europa.

VII. ISTITUTI D'INSEGNAMENTO SUPERIORE SOTTOPOSTI ALL'AUTORITÀ DI UNO STATO CONTRAENTE MA SITUATI AL DI FUORI DEL SUO TERRITORIO.

ARTICOLO 14.

Le disposizioni della presente Convenzione si applicheranno agli studi intrapresi, ai diplomi e gradi ottenuti in tutti gli istituti di insegnamento superiore sottoposti all'autorità di uno Stato contraente anche qualora tali istituti siano situati fuori dal suo territorio, a condizione che le autorità competenti dello Stato contraente nel quale l'istituto è situato non sollevino obiezioni in proposito.

VIII. RATIFICA, ADESIONE, ENTRATA IN VIGORE

ARTICOLO 15.

La presente Convenzione è aperta alla firma e alla ratifica degli Stati appartenenti alla regione Europa invitati a prender parte alla Conferenza diplomatica incaricata di adottare la presente Convenzione, e della Santa Sede.

ARTICOLO 16.

1. Altri Stati, membri dell'ONU, di una delle istituzioni specializzate o dell'AIEA o Parti dello Statuto della Corte internazionale di giustizia, potranno esser autorizzati ad aderire alla presente Convenzione.

2. Ogni domanda in tal senso dovrà essere indirizzata al Direttore generale dell'Unesco che la trasmetterà agli Stati contraenti almeno tre mesi prima della riunione del Comitato *ad hoc* previsto dal paragrafo 3 del presente articolo.

3. Gli Stati contraenti si riuniranno in un Comitato *ad hoc* composto, per ogni Stato contraente, da un rappresentante munito di espresso mandato del suo governo per pronunciarsi sulla domanda di cui trattasi. La decisione dovrà esser adottata a maggioranza dei due terzi degli Stati contraenti.

4. Questa procedura potrà applicarsi solo quando la Convenzione sarà stata ratificata da almeno venti degli Stati di cui all'articolo 15.

ARTICOLO 17.

La ratifica della presente Convenzione o l'adesione ad essa si effettua con il deposito di uno strumento di ratifica o di adesione presso il Direttore generale dell'Unesco.

ARTICOLO 18.

La presente Convenzione entrerà in vigore un mese dopo il deposito del quinto strumento di ratifica ma soltanto nei confronti degli Stati che abbiano depositato i propri strumenti di ratifica. Essa entrerà in vigore per ogni altro Stato un mese dopo il deposito del suo strumento di ratifica o di adesione.

ARTICOLO 19.

1. Gli Stati contraenti hanno la facoltà di denunciare la presente Convenzione.

2. La denuncia è notificata per mezzo di uno strumento scritto depositato presso il Direttore generale dell'Unesco.

3. La denuncia ha effetto dodici mesi dopo la ricezione dello strumento di denuncia. Tuttavia, le persone che hanno beneficiato di quanto stabilito nella presente Convenzione e che stiano seguendo un corso di studi nel territorio dello Stato contraente che denuncia la Convenzione, potranno terminare il ciclo di studi iniziato.

ARTICOLO 20.

Il Direttore generale dell'Unesco informerà gli Stati contraenti e gli altri Stati menzionati ai precedenti articoli 15 e 16, così come l'Organizzazione delle Nazioni Unite, del deposito di tutti gli strumenti di ratifica o di adesione di cui all'articolo 17 e delle denunce di cui all'articolo 19 della presente Convenzione.

ARTICOLO 21.

In conformità all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite, la presente Convenzione sarà registrata presso il Segretariato delle Nazioni Unite a richiesta del Direttore generale dell'Unesco.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti rappresentanti, debitamente autorizzati, hanno firmato la presente Convenzione.

Fatto a Parigi il 21 dicembre 1979 in inglese, spagnolo, francese e russo, i quattro testi facenti egualmente fede, in un solo esemplare che verrà depositato negli archivi dell'Unesco e di cui una copia conforme verrà consegnata a tutti gli Stati menzionati agli articoli 15 e 16 e all'Organizzazione delle Nazioni Unite.

(Seguono le firme).